

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Reflexions-de-FidelCe-qu-il-faut-demander-aux-Etats-Unis>

Réflexions de FidelCe qu'il faut demander aux Etats-Unis

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : dimanche 19 juillet 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La réunion tenue au Costa Rica ne conduisait et ne pouvait pas conduire à la paix. Le peuple du Honduras n'est pas en guerre, seuls les putschistes utilisent les armes contre lui. C'est à eux qu'on devrait demander de mettre fin à leur guerre contre le peuple. Une réunion de ce genre entre Zelaya et les putschistes ne servirait qu'à démoraliser le président constitutionnel et à épuiser les énergies du peuple hondurien.

L'opinion publique mondiale est au courant de ce qui s'est passé dans ce pays à travers les images diffusées par la télévision internationale, notamment à travers *Telesur* qui, sans perdre une minute, a fidèlement transmis chaque événement survenu au Honduras, les discours prononcés et les accords unanimes des organismes internationaux condamnant le coup d'État.

Le monde entier a pu apprécier les coups assénés aux hommes et femmes, les milliers de gaz lacrymogènes lancés contre la multitude, les gestes grossiers faits avec des armes de guerre et les coups de feu déchargés pour intimider, blesser ou assassiner les citoyens.

L'idée selon laquelle l'ambassadeur des États Unis à Tegucigalpa, Hugo Llorens, ignorait ou a découragé le coup est absolument fausse. Il en était au courant, de même que les conseillers militaires nord américains qui n'ont pas cessé une minute d'entraîner les troupes honduriennes.

Nous savons aujourd'hui que l'idée de promouvoir la gestion de paix depuis le Costa Rica est née dans les bureaux du département d'État dans le but de contribuer à la consolidation du coup militaire.

Le putsch a été conçu et organisé par des personnages sans scrupules de l'extrême droite, des fonctionnaires de confiance de George W. Bush qui avaient été promus par lui.

Tous, sans exception, possèdent un gros dossier d'activités contre Cuba. Hugo Llorens, ambassadeur au Honduras depuis la mi-2008, est Cubano américain. Il fait partie du groupe d'ambassadeurs agressifs des États-Unis en Amérique centrale formé de Robert Blau, ambassadeur à El Salvador, Stephen McFarland au Guatemala et Robert Callahan au Nicaragua. Ils ont été tous nommés par Bush en juillet et août 2008.

Ils suivent tous les quatre la ligne d'Otto Reich et de John Negroponte, responsables, conjointement avec Oliver North, de la sale guerre contre le Nicaragua et des escadrons de la mort en Amérique centrale qui ont coûté la vie de dizaines de milliers d'habitants des peuples de la région.

Negroponte a été représentant de Bush auprès des Nations Unies, czar des services de renseignement nord américains et finalement sous-secrétaire d'État. Lui, aussi bien que Otto Reich, par des voies diverses, ont été derrière le coup au Honduras.

La base de Soto Cano dans ce pays, siège de la Force opérationnelle mixte Bravo, rattachée aux forces armées des États-Unis, constitue le point d'appui principal du coup d'État au Honduras.

Les États-Unis envisagent le plan ténébreux de créer cinq nouvelles bases militaires autour du Venezuela, sous prétexte de remplacer celle de Manta en Équateur.

La situation incontestablement compliquée créée en Amérique centrale par l'aventure absurde du coup d'État au Honduras n'est peut être résolue sur la base de pièges, tromperies et mensonges.

De nouveaux détails concernant l'implication des États-Unis dans cette action, qui aura des retombées sérieuses dans l'Amérique latine dans son ensemble, sont dévoilés chaque jour.

L'idée d'une initiative de paix à partir du Costa Rica a été transmise au président de ce pays depuis le département d'État, alors qu'Obama, en visite à Moscou, déclarait, dans une université russe, que le seul président du Honduras était Manuel Zelaya.

Les putschistes étaient en difficultés. L'initiative transmise au Costa Rica avait pour but de les sauver. Il est évident que chaque jour de retard est lourd de conséquences pour le président constitutionnel et tend à diluer l'extraordinaire soutien international dont il a bénéficié. La manœuvre yankee n'élargit pas les possibilités de paix ; bien au contraire, elle les réduit et le danger de violence augmente car les peuples de notre Amérique ne se résigneront jamais à la destinée qu'on leur a réservée.

La réunion du Costa Rica remet en question l'autorité de l'ONU, de l'OEA et des autres institutions qui se sont engagés à soutenir le peuple hondurien.

Lorsque que Micheletti, président de facto, a proclamé hier qu'il était prêt à renoncer à son poste si Zelaya démissionnait, il savait déjà que le département d'État et les militaires putschistes avaient décidé de le remplacer et de l'envoyer encore une fois au Congrès dans le cadre de la manœuvre.

La seule chose honnête à l'heure actuelle est de demander au gouvernement des États-Unis de mettre fin à son intervention, de cesser d'apporter son soutien militaire aux putschistes et de retirer sa force opérationnelle du Honduras.

Au nom de la paix, on prétend exiger au peuple du Honduras de renier tous les principes pour lesquels ont combattu toutes les nations de cet hémisphère.

Juárez a dit : « Le respect au droit d'autrui est la paix ».

Fidel Castro Ruz

La Havane, le 16 juillet 2009